

De Kyoto à Copenhague

Quel bilan et quelles perspectives pour la coopération francophone ?

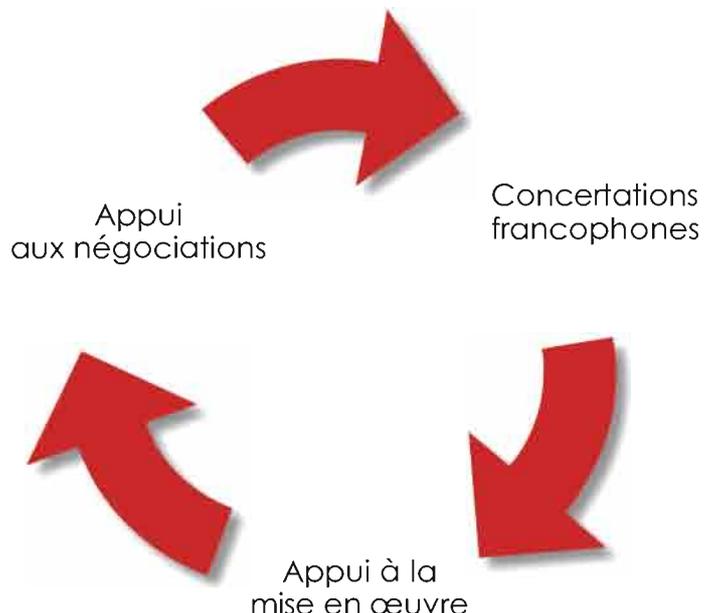
Le processus ayant mené à l'adoption du Protocole de Kyoto, puis aux négociations du régime climatique post-2012, a été jalonné par une contribution importante de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Représentant plus du tiers des 193 Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), elle a joué un rôle de premier plan dans la mobilisation de la communauté francophone autour des enjeux climatiques et pour la préparation des délégués de ses pays membres aux négociations.

Cette démarche, entreprise avant même la première Conférence des Parties (Berlin, mars 1995), a permis de renforcer les capacités de plusieurs pays francophones en développement – dont certains figurent parmi les plus durement touchés par les changements climatiques – afin que leurs priorités soient prises en compte à la table de négociation.

Une action à tous les niveaux

En 1996, l'OIF a franchi une nouvelle étape en confiant ses activités liées à l'environnement à son organe subsidiaire, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), accordant aux changements climatiques une place déterminante dans sa programmation.

D'abord organisées à l'attention des ministres et des chefs de délégation, les **concertations francophones** ont permis d'identifier les besoins des pays francophones en développement, ce qui a conduit à la création d'outils d'appui aux **négociations** et au déploiement d'initiatives de soutien à la **mise en œuvre**. Aujourd'hui, l'IEPF accompagne les pays francophones à toutes les étapes des négociations multilatérales sur le climat ainsi que sur les deux autres conventions de Rio concernant la lutte contre la désertification et la biodiversité.



Concertations francophones

Du mandat de Berlin à la Conférence de Copenhague, la Francophonie a organisé trente-deux concertations francophones dans le cadre des Conférences des Parties, des sessions des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux (GTACL et GTPK) à la CCNUCC, incluant des concertations au niveau des ministres, des chefs de délégation et des autres délégués francophones en marge des sessions. Elles incluent aussi des séminaires préparatoires centrés sur l'ordre du jour et les enjeux des sessions à venir, en amont, des ateliers-bilans permettant une analyse collective des résultats, en aval, ainsi que des ateliers de formation aux techniques de négociation.

Ces concertations sont l'expression d'une solidarité francophone qui transcende les blocs de négociation et permet des discussions ouvertes, dont les seuls enjeux sont la compréhension mutuelle et le partage de connaissances, voire le rapprochement de positions divergentes en vue des négociations principales. Au fil des ans, elles ont permis la constitution d'un noyau d'experts francophones ; le développement d'actions conjointes ; et la participation pleine et entière des pays francophones en développement aux négociations sur le climat. Ce faisant, les concertations remplissent plusieurs fonctions contribuant ainsi à combler les besoins spécifiques des pays membres de la Francophonie :

- 1) **FONCTION DE SERVICE**
Renforcement des capacités des délégations nationales afin d'assurer leur participation optimale aux négociations sur le climat
- 2) **FONCTION DE MOBILISATION**
Facilitation des contacts entre membres de la Francophonie dans une optique de collaboration, de partenariat, de soutien mutuel et de solidarité
- 3) **FONCTION DE MÉDIATION**
Information mutuelle et échanges sur les positions des pays membres permettant une meilleure compréhension, voire le rapprochement de positions divergentes
- 4) **FONCTION CONTRIBUTIVE**
Contribution intellectuelle et conceptuelle sur les enjeux de fond et de forme des négociations

La Francophonie est une des premières communautés linguistiques à se concerter en marge des négociations sur le climat

Appui aux négociations

Pour faire face à la complexification croissante des négociations sur le climat, l'IEPF a mobilisé plusieurs partenaires, dont des universités, des instituts de recherche et des organismes impliqués dans le processus de négociation. Ces partenariats ont permis de développer différents outils d'information et de formation à l'attention des ministres, des délégués et des points focaux des États et gouvernements membres de l'OIF. Au cœur de son action, le projet **Négociations Climat pour Toute l'Afrique Réussies (NECTAR)** a été conçu pour accompagner les pays africains en développement dans les négociations du régime de gestion du climat mondial après 2012 et faciliter l'identification d'activités d'adaptation à intégrer dans leurs politiques nationales. Voici quelques-uns des outils d'appui aux négociations développés par l'OIF/IEPF.



Guides de négociation

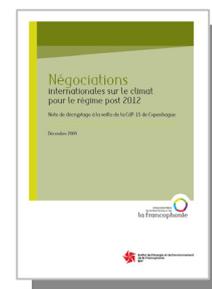
Publiés en amont de chaque Conférence des Parties, les guides de négociation proposent un tour d'horizon des principaux enjeux à l'ordre du jour et des informations de base sur la CCNUCC afin de permettre aux participants de maîtriser les enjeux qui seront discutés. Rédigés à l'attention des négociateurs des pays membres de l'OIF, ils constituent un outil essentiel pour quiconque s'intéresse à la gouvernance internationale de l'environnement.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub.php?id=13

Notes de décryptage

Dans le cadre du projet NECTAR, des notes de décryptage sont préparées pour analyser les textes en négociation en explorant les différents points à l'ordre du jour et les divergences constatées. Dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence de Copenhague (CdP-15, décembre 2009) trois notes de décryptage ont été publiées.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=346



Études sectorielles

Le projet NECTAR a permis d'engager un processus visant la réalisation de six études sectorielles sur l'agriculture, l'énergie, le bâtiment, le transport, l'eau/assainissement et la forêt. Une version préliminaire de ces études, qui a fait l'objet de restitutions lors de deux ateliers (Dakar et Nairobi, juillet 2009), a permis de dégager des pistes d'actions concrètes dans les domaines de l'atténuation de l'effet de serre et de l'adaptation aux impacts néfastes des changements climatiques sur ces secteurs clés du développement au Sud.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub.php?id=9

École d'été sur les techniques de négociations internationales en environnement et développement durable

Les écoles d'été sur les techniques de négociations visent à renforcer les compétences des points focaux et des délégués des pays francophones. Les conférences, débats et simulations permettent aux participants d'apprécier les différentes étapes du processus de négociations (définition d'une position nationale, formation d'une délégation, évaluation et suivi) et de développer des stratégies afin de porter efficacement les priorités de leur pays à la table des négociations.

Bulletin des négociations de la Terre

Traduit avec le concours de l'IEPF et du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, le *Bulletin des négociations de la Terre*, version française du *Earth Negotiation Bulletin*, permet aux délégués d'être informés quotidiennement sur les négociations en cours.

www.iisd.ca



Objectif Terre



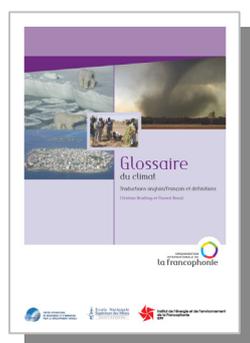
Publié quatre fois par année depuis maintenant dix ans, *Objectif Terre* propose des comptes-rendus synthétiques des négociations multilatérales en environnement : Conférences des Parties, sessions des groupes de travail et des organes subsidiaires, forums multilatéraux et réunions intergouvernementales. C'est un outil pour les négociateurs, les chercheurs, les journalistes et les membres de la communauté francophone désireux de comprendre les enjeux des pourparlers et de parcourir, de manière synthétique, l'évolution des négociations.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub.php?id=7

Médiaterre

Médiaterre est un système collaboratif de partage et de valorisation d'informations en français sur le développement durable. 10 portails thématiques, 1 portail international, 13 portails géographiques et 3 portails acteurs assurent une couverture médiatique des manifestations et événements majeurs du développement durable tout en contribuant à réduire la fracture numérique Nord/Sud. On dénombre aujourd'hui plus de 5000 visiteurs par jour sur l'ensemble des portails de Médiaterre.

www.mediaterre.org



Glossaire du climat

Ce document, mis à jour en 2009, donne la définition des principaux termes utilisés dans les négociations sur le climat et le développement durable. Certains termes et leur traduction en français sont parfaitement définis dans le texte même de la Convention, mais d'autres sont consacrés par l'usage, ce qui fait du glossaire un outil essentiel pour permettre une lecture, en français, des différents textes en négociation.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=344

Appui à la mise en œuvre

Très tôt, la Francophonie a placé l'adaptation et l'atténuation au cœur de son action sur le climat, ce qui se traduit par l'appui à la formulation de projets admissibles au Mécanisme pour un développement propre (MDP) et par une présence soutenue auprès des porteurs de projets, en créant notamment des occasions d'échange d'expertise et d'expériences.



Initiative francophone de partenariat pour le Mécanisme pour un développement propre (IFP-MDP)

L'Initiative francophone de partenariat dans le domaine du MDP (IFP-MDP) vise l'intégration rapide des pays francophones en développement au marché du carbone par la concrétisation de projets de développement propre et durable. L'IFP-MDP comprend : un portail dédié au MDP ; un bulletin hebdomadaire, *Les Nouvelles Francophones du Marché du Carbone et du MDP* ; un bimensuel, *Le Moniteur du MDP et de la MOC* ; et plusieurs activités structurantes comme la formation à la mise en place d'autorités nationales désignées (AND) et l'accompagnement de représentants MDP africains aux foires annuelles Carbon Expo (de 2005 à 2009) ayant permis des prises de contacts avec des investisseurs.

www.iepf.org/docs_prog05/pol_envir05/IFP-MDP-accueil.htm

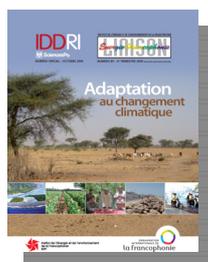
L'IFP-MDP a été conçue et lancée à l'occasion d'un séminaire international sur le MDP organisé à Montréal en avril 2005 deux mois après la ratification par la Russie du Protocole de Kyoto et son entrée en vigueur.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=203

Mettre en place une Autorité nationale désignée pour le MDP. Pourquoi et comment ?

Pour tirer le meilleur avantage des opportunités qu'offre le Mécanisme pour un développement propre (MDP), les pays en développement doivent mettre en place une Autorité nationale désignée (AND). L'objectif de ce guide est d'aider les pays qui ne l'ont pas encore fait à se doter d'une AND et à s'engager de façon résolue dans ce processus aux enjeux multiples.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=201



Liaison-Énergie-Francophonie (LEF)

La revue *Liaison-Énergie-Francophonie (LEF)* est un instrument essentiel pour l'échange d'expertise et d'expériences. Chaque numéro présente des contributions riches et variées sur un thème central des négociations multilatérales en environnement, comme l'adaptation au changement climatique, thème du numéro 85 publié à la veille de la Conférence de Copenhague. *LEF* est publié trimestriellement et tiré à plus de 3000 exemplaires.

www.iepf.org/ressources/ressources-pub.php?id=1

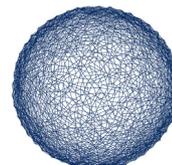
La Francophonie, de tous les grands rendez-vous

Depuis la première Conférence des Parties, en 1995, la Francophonie a été de tous les grands rendez-vous sur le climat, comme l'illustrent les nombreuses activités organisées par l'OIF en marge de la CdP-11 (Montréal, décembre 2005) et de la CdP-15 (Copenhague, décembre 2009). Ces manifestations francophones, comprenant des ateliers d'échanges, des concertations ministérielles, une allocution pendant le Segment de Haut niveau et un kiosque d'information, témoignent des efforts déployés par la Francophonie pour assurer une pleine participation de ses pays membres en développement aux négociations sur le climat.



Manifestations francophones à la CdP-11 de Montréal

- 1) **Atelier sur la vulnérabilité et les besoins d'adaptation des pays francophones face aux changements climatiques**
- 2) **Concertation sur les enjeux des négociations de la CdP-11 et de la RP-1 : points saillants et perspectives de résultats**
- 3) **Événement parallèle sur le thème « MDP dans les pays francophones : réalisations et perspectives »**
- 4) **Atelier sur les initiatives des pays francophones en matière de MDP**
- 5) **Kiosque de la Francophonie**



Manifestations francophones à la CdP-15 de Copenhague

- 1) **Atelier préparatoire « Enjeux et perspectives de la CdP-15 »**, samedi 5 déc. 2009, Hôtel Crowne Plaza Towers, 9h00 à 17h00
- 2) **Événement parallèle « Les Agricultures africaines face aux changements climatiques »**, lundi 7 déc. 2009, Salle Mezzanin, Kunsthal Charlottenborg, 18h30 à 20h30
- 3) **Atelier NECTAR « Approches sectorielles – Appui aux négociations climat pour l'Afrique »**, mercredi 9 déc. 2009, Hôtel Crowne Plaza Towers, 18h30 à 20h30
- 4) **Événement parallèle « De Kyoto à Copenhague : bilan et perspectives de l'action francophone d'appui aux négociations climat »**, lundi 14 déc. 2009, Centre de conférences, Bella Center, 16h30 à 18h00
- 5) **Concertation ministérielle**, mercredi 16 déc. 2009, Restaurant Mart-Club, Bella Center, 13h00 à 15h00 (déjeuner, sur invitation)
- 6) **Allocution de l'Administrateur de l'OIF, M. Clément Duhaime**, lors du segment de haut niveau (séance plénière), entre le 16 et le 18 déc. 2009 (date à confirmer)
- 7) **Kiosque de la Francophonie**, du 7 au 18 déc. 2009, Centre des conférences, Bella Center, Hall « H », 042-H

L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie

L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) est né en 1988 de la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996, cette action a été élargie à l'environnement. Basé à Québec (Canada), l'IEPF a aujourd'hui pour mission de contribuer au renforcement des capacités nationales et au développement de partenariats dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.



Canada

Partenaires

L'OIF/IEPF a joui du soutien technique et de l'appui financier de partenaires de premier plan qui ont permis une mobilisation remarquable des négociateurs de tous les pays et États membres de la Francophonie autour des enjeux climatiques.



Québec



INSTITUT DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA FRANCOPHONIE (IEPF)
56, RUE SAINT-PIERRE, 3^e ÉTAGE, QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 4A1 CANADA
www.iepf.org

L'Organisation internationale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle compte à ce jour cinquante-six États et gouvernements membres et quatorze observateurs. Présente sur les cinq continents, elle représente près du tiers des États membres de l'Organisation des Nations unies.

L'OIF apporte à ses États membres un appui dans l'élaboration ou la consolidation de leurs politiques et mène des actions de coopération multilatérale, conformément aux grandes missions tracées par le Sommet de la Francophonie : promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ; développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

56 États et gouvernements membres

Albanie • Arménie • Principauté d'Andorre • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Cap-Vert • République centrafricaine • Chypre • Communauté française de Belgique • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Ex-République yougoslave de Macédoine • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam •

14 observateurs

Autriche • Croatie • Géorgie • Hongrie • Lettonie • Lituanie • Mozambique • Pologne • République tchèque • Serbie • Slovaquie • Slovénie • Thaïlande • Ukraine •

